

**RAPPORT N° 2025/5-05  
au Bureau de la communauté  
en séance du jeudi 18 septembre 2025**

**OBJET : CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE L'ETAT ET LA CINOR POUR DES TRAVAUX URGENTS DE CURAGE ET DE PURGE SUR LES RAVINES ET RIVIERES SUITE AU PASSAGE DU CYCLONE GARANCE REALISES DANS LE CADRE DU PACTE AVENIR – APPROBATION DES TERMES DE LA CONVENTION ET AUTORISATION DE SIGNATURE**

***Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 22 « Mettre en place un plan de gestion de l'eau pluviale, des rivières et ravines (GEMAPI) » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR***

**PREAMBULE**

La Réunion dispose d'un réseau hydrographique jeune en évolution permanente avec une multitude de zones préférentielles d'écoulement des eaux quasi indénombrables. En principe tous les cours d'eau et ravines sèches relèvent du domaine de l'Etat qu'il soit public fluvial ou privé, à l'exception de quelques rares cas. Cette domanialité implique des responsabilités et des obligations en matière de gestion et d'entretien.

**CONTEXTE**

Le 28 février 2025, le cyclone Garance a durement frappé le nord de l'île de la Réunion, notamment le chef-lieu. Nonobstant les rafales de vent dépassant les 200 km/h, ce sont surtout les cumuls de pluie sur la planèze du Brulé, supérieur à 500 mm sur une journée, qui ont fortement fait réagir les bassins versants des rivières et ravines du territoire CINOR.

Les temps de concentration et réaction de ceux-ci ont été très courts, les hauteurs d'eau doublées, la crue historique mais surtout le transport solide a été sans précédent. Ces crues morphogènes ont eu de terribles conséquences : embâcles au niveau des ouvrages d'art, défluviation des ravines (Montplaisir, La Source, Butor aval), engravement du système d'endiguement du Butor depuis ses affluents (les ravines La Source, Kha Kha et Montplaisir) jusqu'à l'embouchure, érosion de berges importantes mettant parfois en péril des habitations (rivière Saint-Denis, ravine du Butor et ses affluents, ravine du Chaudron, rivière des Pluies, ravine Charpentier, Grande rivière Saint Jean) ...

Dès le 1<sup>er</sup> mars, au lendemain de l'événement, les équipes de la CINOR se sont mis en ordre de marche et ont effectué les premières reconnaissances de terrain afin d'actionner les interventions d'urgence. Ce premier diagnostic a fait état d'aucun dysfonctionnement des ouvrages des systèmes d'endiguement visités, d'un engravement conséquent du système d'endiguement du Butor mais surtout la présence d'un volume de matériaux dans les ravines hors systèmes d'endiguement potentiellement mobilisables en cas de survenue de prochaines crues. Ce constat fait peser sur les collectivités et l'Etat de lourde responsabilité vis-à-vis des populations.

Devant cette problématique de sécurité civile, et l'urgence des interventions collectives avant la prochaine cyclonique, l'Etat et la CINOR ont décidé de se réunir pour dresser un plan d'actions sur du court, moyen et long terme.

L'Etat et la CINOR actent de la particularité des actions à mener qui vont relever en partie du périmètre de compétences de l'Etat (domaine public fluvial et domaine privé de l'Etat) et en partie de la compétence GEMAPI exercée par la CINOR, et de la nécessité de réaliser des travaux urgents de curage sur les ravines sèches et en eau sur un ensemble de ravines sèches et en eau dans les meilleurs délais.

L'Etat et la CINOR actent également de la particularité du financement de ces travaux qui sera assuré en totalité par les fonds du plan Pacte Avenir (Plan Valls) sur sollicitation de la CINOR.

### **CONTENU DE LA CONVENTION**

A cet effet, la convention présentée a pour objet d'acter le partenariat entre l'ETAT et la CINOR sur un programme partagé d'intervention, sur la base des prescriptions techniques définies par l'Etat, pour des travaux urgents de curage et de purge sur les ravines et rivières, tels que définis en Annexe de la convention, ce, sous réserve de leur accessibilité.

Les modalités de réalisation de la convention (programme de travaux, enveloppe financière, modalité de paiement) sont décrites dans les articles de la convention.

En conséquence, je vous demande de bien vouloir :

- Approuver les termes de la convention de partenariat entre l'Etat et la CINOR pour les travaux urgents de curage et de purge des ravines et rivières suite au passage du cyclone GARANCE réalisés dans le cadre du Pacte Avenir ;
- Autoriser le président de la CINOR à signer cette convention et tous les documents y afférents.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**LE PRESIDENT,  
Maurice GIRONCEL**



**DECISION N°2025/5-05  
du Bureau de la Communauté  
en séance du 18 septembre 2025**

**OBJET : CONVENTION ENTE L'ETAT ET LA CINOR POUR DES TRAVAUX URGENTS DE CURAGE ET DE PURGE SUR LES RAVINES ET RIVIERES SUITE AU PASSAGE DU CYCLONE GARANCE REALISES DANS LE CADRE DU PACTE AVENIR – APPROBATION DES TERMES DE LA CONVENTION ET AUTORISATION DE SIGNATURE**

***Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 22 « Mettre en place un plan de gestion de l'eau pluviale, des rivières et ravines (GEMAPI) » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR***

**LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTE,**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n°2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toute décision concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;

7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2025/5-05 du Président ;

**APRES AVOIR DELIBERE,  
DECIDE**

**ARTICLE 1**

D'approuver les termes de la convention entre l'Etat et la CINOR pour les travaux urgents de curage et de purge des ravines et rivières suite au passage du cyclone GARANCE réalisés dans le cadre du Pacte Avenir.

**ARTICLE 2**

D'autoriser le président de la CINOR à signer cette convention et tous les documents y afférents.

Nombre de votants : 12 Suffrages exprimés : 12 Vote pour : 12 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme  
Fait à Sainte-Clotilde

8 SEPT 2025

Le Président,  
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20250918-BC2025-5-05-1-DE Date de télétransmission : 18/09/2025 Date de réception préfecture : 18/09/2025
--